ART. 2. — Le Président de la Commune de Nabeul Dar Chaabane El Fehri est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 18 avril 1967

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

BEJI CAID ES-SEBSI

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence.

BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN ET A L'ECONOMIE NATIONALE

HUILES D'OLIVE

Décret N° 67-118 du 21 avril 1967, portant suspension du jumelage à l'exportation des huiles d'olive.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret-loi n° 62-24 du 30 août 1962, portant création de l'Office National de l'Huile, ratifié par la loi n° 62-61 du 27 octobre 1962;

Vu le décret n° 65-514 du 17 novembre 1965, organisant la campagne oleicole 1965-66 et notamment son article premier (paragraphe 1er), fixant le jumelage à l'exportation à 30 %;

Vu le décret n° 66-372 du 22 septembre 1966, portant organisation de la campagne oleicole 1966-67 et notamment son article premier (paragraphe 1er), fixant le taux de jumelage à 20 % au lieu de 30 %;

Vu l'avis du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Le jumelage à l'exportation, dont le taux a été fixé par les décrets susvisés N° 65-514 du 17 novembre 1965 et N° 66-372 du 22 septembre 1966, est provisoirement suspendu pour les huiles d'olive exportées en emballages inférieures ou égaux à un kilo brut.

ART. 2. — Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 21 avril 1967

P. Le Président de la République Tunisienne

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence

et par délégation,

BAHI LADGHAM.

Arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale du 21 avril 1967, portant suspension pour les huiles d'olive exportées en petits emballages de la taxe spéciale temporaire de sortie sur certains produits dits sensibles.

Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Vu le décret du 29 décembre 1955, portant institution d'une taxe spéciale temporaire de sortie sur les produits dits sensibles;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1964, portant institution d'une taxe spéciale temporaire de sortie sur certains produits dits sensibles et notamment les produits portant les numéros du tarif douanier 15-07 D et 15-07 K et repris au tableau annexé à cet arrêté;

Vu l'avis des Sous-Secrétaires d'Etat aux Finances et au Développement et à l'Industrie et au Commerce,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La taxe de 10 %, à laquelle sont soumis les produits n° 15-07 D (huiles d'olive brutes) et n° 15-07 K (huiles d'olive épurées ou raffinées), du tarif douanier, est suspendue lorsque ces produits sont exportés en emballages inférieurs ou égaux à un kilogramme brut.

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 20 mars 1967.

Tunis, le 21 avril 1967

Le Secrétaire d'Etat au Plan

et à l'Economie Nationale,

AHMED BEN SALAH.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

ZONES DE PROTECTION DES MADRAGUES

Arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 21 avril 1967, relatif aux zones de protection des madragues pour la campagne de pêche au thon de l'année 1967.

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture;

Vu le décret du 26 juillet 1951, portant refonte de la législation sur la police de la pêche maritime;

Vu la loi n° 58-115 du 4 novembre 1958, portant création d'un organisme dénommé « Office National des Pêches », ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1951, relatif à l'exercice de la pêche maritime, notamment ses articles 30, 31 et 32 relatifs aux zones de protection des madragues au balisage des filets et de la zone de protection des madragues,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Sont interdites du 1^{er} mai au 31 juillet 1967, aux abords des madragues de Sidi-Daoud, d'El Haouaria et de l'île Kuriat :

a) la pêche au Chalut, au feu, aux filets tournants et coulisants, dans les zones de protection dont les limites s'étendent respectivement à cinq milles en amont (W) et deux milles en aval (E) du point de rencontre de la queue de terre avec le corps de la madrague et à deux mille mètres (2.000 m) au large du corps de la madrague;

b) les autres modes de pêche dans les zones de protection définies plus haut, dont les limites s'étendent à quatre mille en amont (W) et à un mille en aval (E) du point de rencontre de la queue de terre avec le corps de la madrague et à mille mètres (1.000 m) au large du corps de la madrague.

ART. 2. — Le balisage des filets, des madragues et des zones de protection sera mis en place par l'Office National des Pêches dans les conditions fixées par les articles 31 et 32 de l'arrêté sus-visé du 12 novembre 1951.

Tunis, le 21 avril 1967

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

MOHAMED JEDDI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.